



## Chapitre S-37

### LOI SUR LES SUBVENTIONS AUX MUNICIPALITÉS DE 10,000 HABITANTS OU PLUS

Montant de la subvention  
annuelle.

**1.** Le ministre des affaires municipales verse au cours de chaque exercice financier à toute municipalité ayant une population de 10,000 habitants ou plus une subvention calculée selon les taux suivants:

- a) \$6.40 par habitant compris dans la tranche de la population n'excédant pas 20,000 habitants;
- b) \$8.55 par habitant compris dans la tranche de la population excédant 20,000 mais n'excédant pas 25,000 habitants;
- c) \$10.70 par habitant compris dans la tranche de la population excédant 25,000 mais n'excédant pas 35,000 habitants;
- d) \$13.90 par habitant compris dans la tranche de la population excédant 35,000 mais n'excédant pas 50,000 habitants;
- e) \$17.10 par habitant compris dans la tranche de la population excédant 50,000 mais n'excédant pas 100,000 habitants;
- f) \$20.30 par habitant compris dans la tranche de la population excédant 100,000 mais n'excédant pas 150,000 habitants;
- g) \$23.50 par habitant compris dans la tranche de la population excédant 150,000 habitants.

1977, c. 54, a. 1.

Majoration de taux.

**2.** Pour chaque exercice financier, chaque taux servant à déterminer la subvention visée à l'article 1, tel qu'applicable lors de l'exercice financier précédent, est majoré du pourcentage de l'augmentation de l'indice des prix à la consommation pour la région de Montréal, tel que déterminé conformément au deuxième alinéa. Le montant résultant de ce calcul est arrondi aux \$0.05 près.

Détermination du  
pourcentage de  
l'augmentation.

Le pourcentage de l'augmentation de l'indice mentionné au premier alinéa est déterminé par le rapport qui existe entre, d'une part, la moyenne arithmétique de cet indice publié par Statistique Canada en vertu de la Loi sur la statistique (Statuts du Canada, 1970-71-72, chapitre 15) pour chaque mois de l'année civile se terminant le 31 décembre précédant le début de l'exercice financier concerné, et, d'autre part, la moyenne arithmétique de cet indice ainsi publié pour chaque mois de l'année civile antérieure.

Établissement des taux et  
publication.

Pour chaque exercice financier, le gouvernement établit, par un

arrêté publié dans la *Gazette officielle du Québec*, les taux applicables tels que déterminés conformément au présent article.

1977, c. 54, a. 2.

Calcul de la population  
d'une municipalité.

**3.** Pour les fins de la présente loi, la population d'une municipalité est celle qui est établie annuellement par le Bureau de la statistique du Québec et reconnue valide à ces fins par le gouvernement, sous réserve de l'article 4.

1977, c. 54, a. 3.

Fusion ou annexion totale.

**4.** 1. Au cas de fusion de municipalités ou d'annexion totale survenue après la date du dernier dénombrement reconnu suivant l'article 3, la population de la municipalité nouvelle ou subsistante est égale à la somme des populations de chaque municipalité fusionnée ou touchée par l'annexion, telles qu'établies dans ce dénombrement.

Annexion partielle.

2. Au cas d'annexion partielle survenue après la date mentionnée au paragraphe 1, la population de chaque municipalité touchée par l'annexion est celle qui apparaît au dénombrement visé au paragraphe 1, augmentée ou diminuée, selon le cas, du chiffre de la population du territoire annexé tel que déterminé par le gouvernement.

Détermination par le  
gouvernement.

3. Si la population d'une municipalité touchée par une fusion ou une annexion n'est pas établie dans le dénombrement visé au paragraphe 1, elle est déterminée par le gouvernement.

1977, c. 54, a. 4.

Ajustement de la  
subvention.

**5.** Pour l'exercice financier au cours duquel survient une fusion ou une annexion totale ou partielle, le montant de la subvention est ajusté à compter de la date d'entrée en vigueur de la fusion ou de l'annexion.

1977, c. 54, a. 5.

Sommes requises.

**6.** Les sommes requises pour la mise en application de la présente loi sont prises à même le fonds consolidé du revenu.

1977, c. 54, a. 6.

Effet de a. 2.

**7.** L'article 2 aura effet à compter de l'exercice financier 1978/1979.

1977, c. 54, a. 9.

ANNEXE ABROGATIVE

Conformément à l'article 17 de la Loi sur la refonte des lois (chapitre R-3), le chapitre 54 des lois annuelles de 1977, tel qu'en vigueur au 31 décembre 1977, à l'exception des articles 8 et 10, est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du chapitre S-37 des Lois refondues.

© Éditeur officiel du Québec, 1978



## **TABLE DE CONCORDANCE**

**LOIS DU QUÉBEC, 1977**      **LOIS REFONDUES, 1977**

### **Chapitre 54**

### **Chapitre S-37**

**LOI SUR LES SUBVENTIONS AUX MUNICIPALITÉS DE 10,000 HABITANTS OU PLUS**

**LOI SUR LES SUBVENTIONS AUX MUNICIPALITÉS DE 10,000 HABITANTS OU PLUS**

ARTICLES	ARTICLES	REMARQUES
1 - 6	1 - 6	
7 - 8		Omis
9	7	
10		Omis

*La table de concordance fait état de tous les numéros d'articles, qu'ils aient changé de numérotation ou non. Quant aux autres divisions (i.e. partie, chapitre, section, sous-section, paragraphe, etc. . .), s'il en est, il en est fait état que si elles ont changé de numérotation.*

*Le terme « omis » dans la colonne « Remarques » vise l'article qui n'apparaît pas dans la refonte parce qu'il est sans effet, local, privé, d'objet accompli, temporaire, transitoire, non en vigueur, ou encore, parce qu'il est un article d'abrogation ou de remplacement.*

